

**2-Examen et adoption du Procès-verbal du Conseil Municipal du 04 mars 2024**

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE  
VILLE DU VAUCLIN**

**PROCÈS VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
Séance du 04 mars 2024 à 18h00**

**I- Procès-verbal du 04 mars 2024**

**Membres Présents : 19**

M. Georges CLÉON Président de séance  
M. François BABO, Secrétaire de séance  
M. Jimmy FARREAU, Mme Tulie TONNET, Mme Odile RÉSIDANT, M. Tony DAVIDAS,  
Mme Nathalie CANCELIET, M. Chantal MINOT, Mme Fionna RÉSIDANT, Mme Élodie  
LUTHBERT, Mme Marlène MAINGÉ, M. Ludovic OCCOLIER, M. Lyvaïl ZACHARIE, M. Teddy  
POPULO, M. Jékhiel MELCHIOR, M. Ernest JEAN-LAMBERT, M. Stéphan MARGUERITE,  
Mme Élodie BAPTÉ, Mme Lucie LEBRAVE

**Membres absents ayant donné procuration : 4**

Mme Moïse PIERRE-LOUIS donne pouvoir à Mme Tulie TONNET  
Mme Sandra BRUNO donne pouvoir à Mme Nathalie CANCELIET  
Mme Christiane MORAND donne pouvoir à Mme Élodie BAPTÉ  
Mme Samantha ZAMOR donne pouvoir à M. Jimmy FARREAU

**Membres absents : 3**

M. Albany JEAN-GILLES, M. Fernand ODONNAT, Mme Mireille VOLTINE, M. Alex  
AUGUSTE-CHARLERY, Ghislaine SÉNÉLY, Mme Jeannie JEAN-MARIE

Il est procédé à l'appel nominal par Mme Mélissa ABOUÉ-ZAMBO, Directrice Générale des  
Services.

Le Quorum étant atteint la séance commence. Le Président déclare la séance ouverte.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été  
procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. M. François BABO  
a été désigné à l'unanimité des suffrages pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

**ORDRE DU JOUR**

**I DIRECTION DU DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE**

- 1 - Plan national de résorption des décharges littorales historiques - Demande de délégation de maîtrise d'ouvrage. (Annexe 1)

**II DIRECTION RESSOURCES ET MOYENS**

- 2 - Rémunération des agents recenseurs vacataires et de l'équipe de coordination du recensement
- 3 - Création d'un contrat de projet de 18 mois dans le cadre du dispositif de volontariat territorial en administration.
- 4 - Débat d'orientations budgétaires- Exercice 2024.
- 5 - Réalisation de l'étude pré opérationnelle de renouvellement urbain du centre-bourg-Plan de financement.
- 6 - Organisation du marché de Noël-Plan de financement.
- 7 - Désenclavement de la Pointe du Vauclin-Plan de financement.
- 8 - Maison de santé pluridisciplinaire-aide à l'installation. (Annexe 2)
- 9 - Participation aux épreuves des CARIFTA GAMES 2024- Prise en charge d'un billet d'avion.

## **I DIRECTION DU DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE**

### **I - Plan national de résorption des décharges littorales historiques - Demande de délégation de maîtrise d'ouvrage. (Annexe I)**

**M. FARREAUX expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

#### **VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

## **II DIRECTION RESSOURCES ET MOYENS**

### **2 - Rémunération des agents recenseurs vacataires et de l'équipe de coordination du recensement**

**M DAVIDAS expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Compte tenu du fait que la période de recensement ait été prolongée, que les agents aient tenu des permanences le soir, le week-end et pendant les jours gras et que le taux de recensement soit passé de 60 % à 95 %, M FARREAUX propose de faire passer la prime allouée aux agents de l'équipe de coordination de 300 à 400 euros. M DAVIDAS souhaite que soit précisé le nombre de personnes impactées ce à quoi M FARREAUX précise qu'il s'agit de 4 agents donc un total de 1600 euros. M JEAN-LAMBERT demande si les finances de la ville le permettent ce à quoi M LE PRESIDENT répond positivement. Mme TONNET abonde dans le sens de M FARREAUX car elle salue la ténacité de l'équipe face à une population réticente. Elle reconnaît que la tâche n'est pas facile. Mme RESIDENT demande si la prime des agents coordonnateurs va passer de 400 à 1300 euros. M FARREAUX précise que la prime par agent passera de 300 à 400 euros donc un total de 1600 euros au lieu de 1200 euros. Il précise que la ville ne roule pas sur l'or et que ces 400 euros devront être trouvés ailleurs. M FARREAUX précise que lors du dernier recensement, beaucoup d'administrés avaient refusé de se faire recenser donc la population avait baissé et la DGF qui permet à la ville de réaliser des projets et des travaux également. Il espère donc qu'avec 95% de population recensée nous limiterons la casse car cette DGF est nécessaire pour répondre aux différentes demandes de la population.

#### **VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

3 - Création d'un contrat de projet de 18 mois dans le cadre du dispositif de volontariat territorial en administration.

M FARREAUX expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

M FARREAUX précise que dans la présentation il est dit que deux VTA ont été recrutés par la ville dont une personne qui a permis d'aller récupérer des financements pour les projets. Comme exemple, il cite le dojo, le terrain multisport de Sigy, les courts de tennis et d'autres demandes en cours comme pour l'aménagement de l'esplanade de la Pointe Athanase. Il y a également l'autre VTA recruté par le service urbanisme qui travaille sur le programme Petite Ville de Demain pour lequel la ville a été lauréate avec des projets tels que l'aménagement de pistes cyclables et d'autres actions qui rendront la ville plus accueillante et plus attractive.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

Arrivée de Mme Lucie LEBRAVE. Arrivée de M Teddy POPULO.

4 - Débat d'orientations budgétaires- Exercice 2024.

Mme MAGDELONNETTE expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE remercie Mme Magdelonnette pour le travail réalisé et fait remarquer que le fait d'avoir des chiffres et des pourcentages facilite la compréhension. Elle souhaiterait des précisions sur le montant de DGF mentionné en page 4. Il est précisé un abondement de 320 millions d'euros. L'an dernier c'était le même montant donc elle demande si cela signifie que le montant double. Mme LEBRAVE remarque les efforts réalisés même si on ne peut pas beaucoup agir sur les charges de personnel. Concernant la taxe d'habitation, vu que cette dernière n'est plus payée par les administrés, elle souhaite savoir si le montant versé par l'Etat est équivalent aux montants perçus quand la taxe était encore collectée. Mme LEBRAVE souhaite savoir si la ville met un complément sur le montant de 15 000 euros versé par l'Etat pour le poste de VTA et elle souhaite savoir ce qu'il adviendra de ce poste à la fin des 18 mois. Elle souhaite également savoir si le poste d'assistant polyvalent à la Direction des Relations de Proximité et de la Vie Locale correspond à une création de poste. Enfin, pour les courts de tennis elle précise qu'il ne faut pas parler de réhabilitation mais de création car il n'y a plus de courts de tennis. M LE PRESIDENT précise que le VTA est nécessaire car maintenant que nous avons un agent en charge de la commande publique il faut pouvoir l'alimenter de dossiers techniques que produira le VTA. Pendant les 18 mois, la ville testera l'agent et d'ici 2 ans grâce aux départs à la retraite, la ville pourra garder cet agent si son travail est concluant. M FARREAUX complète la réponse du Maire sur la rémunération. En effet, la ville mettra un complément d'environ 25 000 euros aux 15 000 euros versés par l'ETAT. S'agissant de l'assistant à la Direction des Relations de Proximité et de Vie Locale, il s'agit d'un recrutement



car le service a perdu un agent qui a pris la direction de la caisse des écoles. Le poste n'étant pas le même, un nouveau poste a dû être créé.

M le PRESIDENT précise que pour la taxe d'habitation, l'Etat compense en effet à l'euro près mais le taux de base du Vauclin étant très bas au moment de la suppression, la compensation versée par l'Etat l'est tout autant. L'Etat compense mais la ville perd son pouvoir de fixation des taux.

Mme MAGDELONNETTE répond concernant la DGF. En 2023, la dotation avait augmenté et elle augmente de nouveau en 2024. M le PRESIDENT nuance en précisant que l'Etat même s'il augmente les dotations, prend en parallèle des décisions qui impactent le budget de la ville telles que les augmentations successives du SMIC ou la prime de précarité qui ne sont pas compensées.

Mme MAGDELONNETTE précise que l'enveloppe de DGF augmente mais au profit de certaines dotations comme la dotation de solidarité urbaine, la dotation de solidarité rurale et la dotation d'intercommunalités, dotations que la ville ne perçoit pas. La ville bénéficie de l'augmentation de DGF uniquement pour la DACOM.

M FARREAUX précise que l'Etat augmente régulièrement les points d'indice et le SMIC ce qui augmente la masse salariale. De plus, les 40% sont imposés mais non compensés par l'Etat. Par ailleurs, l'étendue de nos communes et les conditions climatiques entraînent des surcoûts pour l'entretien des routes et des espaces verts qui ne sont pas pris en compte dans les dotations de l'Etat. Il précise que la menace sur l'octroi de mer est une vraie menace pour les collectivités et ne constitue pas un des motifs de la vie chère. Les villes comme le Vauclin qui ne souhaitent pas augmenter la pression fiscale marchent sur le fil pour maîtriser le budget.

M JEAN-LAMBERT demande ce qui est prévu pour contenir les dépenses énergétiques et développer le photovoltaïque et si l'on sait combien de résidences secondaires nous disposons dans le cadre de la mise en place de la taxe d'habitation sur ces dernières.

M le PRESIDENT précise que le programme de renouvellement de l'éclairage public a permis l'année dernière de réduire la facture d'électricité mais ce n'est pas encore satisfaisant. Un des problèmes est le défaut d'élagage des propriétaires qui endommagent le réseau et pour lequel la ville doit se substituer à ces derniers. Des titres de recettes sont émis mais sont parfois difficiles à recouvrer.

M FARREAUX précise que la ville travaille au développement de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments municipaux existants mais aussi sur les nouveaux projets pour rendre la ville plus durable et produire de l'énergie propre avec des bornes de recharges, des ombrelles...

Mme LEBRAVE demande ce qu'il en est des éoliennes qui ont disparu. Un bilan a-t-il été réalisé suite à la mise en place de ces équipements ?

M FARREAUX dit que cette expérience a été concluante et l'énergie était revendue à EDF. Un nouveau projet est en cours avec des éoliennes de dernière génération et plus performantes. Nous attendons le dépôt de permis par les porteurs de projets que nous avons rencontrés. Nous recevons de nombreuses demandes pour d'autres projets éoliens mais nous sommes vigilants sur l'impact sur le paysage et la population. Nous souhaitons que le Vauclin demeure une commune authentique et naturelle et nous voulons le rester.

Au vu de tous les projets à venir, M BABO demande si la ville ne sera pas dans l'obligation d'augmenter les impôts. M le PRESIDENT précise que c'est possible. Ce n'est pas la direction actuelle qui est plus de réduire les coûts et de travailler sur la politique d'achat de la ville. L'augmentation de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires est aussi une piste puisque la ville est très en deçà de la moyenne territoriale. M le PRESIDENT précise que les éoliennes qui étaient au Vauclin ont été frappées d'obsolescence.

M FARREAUX revient sur la conclusion du rapport d'orientations budgétaires. Il insiste sur les sources d'économies nécessaires. Il pointe également du doigt le manque de visibilité sur les demandes de financements déposées auprès de la CTM, la continuité administrative a du

mal à se faire et la ville a du mal à travailler sur certains projets pour lesquels une côte part de la ville risque d'être demandée et sur laquelle elle n'a aucune visibilité.

Mme LEBRAVE ne souhaite pas que l'on pointe du doigt l'administration qui fait son travail mais certaines personnes qui n'ont pas compris qu'il faut travailler pour les vauclois. Elle est victime des mêmes problèmes avec des dossiers qu'elle porte pour les administrés qui sont bloqués et appelle de ces vœux que certains élus fassent passer l'intérêt supérieur des Vauclois sur les enjeux politiques. Elle regrette que certains élus aient approuvé des dossiers sous l'ancienne mandature de la CTM et les bloquent aujourd'hui. Mme LEBRAVE précise que ce comportement est lamentable. Tant que l'on sera dans cette logique de revanche, de « fan'tchou » la population en pâtira.

M le PRÉSIDENT abonde dans le sens de Mme LEBRAVE et cite les projets ville en cours bloqués au niveau de la CTM: route de Macabou, EAT de Pointe Faula, le rond-point de l'entrée du bourg qui a été carrément enterré. S'agissant du studio, depuis le mois d'août 2023, la DEAL a demandé son avis à la CTM qui avait deux mois pour répondre. A ce jour, rien n'a été fait et M le PRÉSIDENT demandera au Préfet de considérer l'avis de la CTM comme réputé favorable, le délai de réponse étant dépassé. Même la navette sociale a dû être achetée sur les fonds propres de la ville car la demande de subvention a été rejetée. Il continue en précisant que le chantier de la route du Macabou est annoncé pour un démarrage en octobre 2024. Or le chantier doit durer 18 mois ce qui fait que les délais pour faire remonter les fonds européens engagés sur cette opération seront dépassés. Il y a donc un risque que les fonds doivent repartir pour un projet approuvé depuis 2018.

Mme RESIDANT revient sur dossier de la route de Macabou. Elle demande si on ne peut pas faire appel à un médiateur pour faire avancer ce dossier car sous couvert de bagarres politiques la population attend.

M FARREAUX fait référence à une vidéo de janvier 2022 dans laquelle le président de la commission travaux de la CTM annonçait le début des travaux de la route de Macabou en septembre 2022. Or la semaine dernière, cette même personne a organisé une réunion avec les habitants de Macabou sans la ville ou les techniciens de la CTM comme cela était initialement prévu pour annoncer que les travaux commenceront en octobre 2024. Il espère que les travaux commenceront à cette date. M FARREAUX rajoute qu'il a visité le Parlement européen la semaine dernière et que les députés européens ont déjà alerté sur ces retards de remontrances de dépenses. Le nouveau programme opérationnel 2021-2027 n'a toujours pas été déposé et des dossiers sont refusés par la CTM sous prétexte qu'ils ne sont pas éligibles or c'est la CTM qui définit les axes du programme en fonction des besoins de la population. D'autres communes et entreprises sont aussi victimes de ces blocages. Il précise qu'un médiateur ne peut pas intervenir sur ces sujets et que d'ailleurs la ville a une convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la CTM pour bénéficier de l'expertise de leurs services et travailler ensemble. Le Parlement européen a d'ailleurs rappelé à la CTM qu'elle n'est pas propriétaire des fonds européens mais gestionnaire et que la CTM devrait accompagner les dossiers de A à Z afin qu'il n'y ait pas de refus et que l'argent ne reparte pas en Europe. L'Union Européenne ne considère plus la Martinique comme un territoire prioritaire donc les fonds qui repartent ne vont plus revenir et les fonds européens vont diminuer d'années et en années. Malheureusement, à cause de considérations politiques la Martinique n'avance pas.

M JEAN-LAMBERT souhaite dénoncer ce qui se passe car sous couvert de vouloir devenir Maire du Vauclois certaines personnes bloquent les dossiers de la ville. Il prend le contre-exemple d'une conseillère exécutive d'opposition dans sa commune, qui travaille à la CTM pour faire avancer les dossiers de sa commune. M JEAN-LAMBERT dit que les élus doivent aller sur le terrain pour expliquer à la population ce que fait la majorité et les difficultés rencontrées pour dénoncer les mensonges. Il prend l'exemple du problème d'éclairage public qui touche plusieurs communes comme le Saint-Esprit ou encore Ducos.

M BABO demande si le Président du Conseil Exécutif a été sollicité par courrier. M le PRESIDENT précise que plusieurs courriers ont été adressés sur les dossiers en souffrance et également sur le port de pêche. Une séance de travail a également eu lieu à la CTM avec le Président du Conseil Exécutif mais la ville se heurte à de la mauvaise volonté. M le PRESIDENT précise que le plan de titularisation est mis en œuvre car il s'agit d'une injonction de la loi française (loi Sapin). Il rajoute que les sargasses grèvent également le budget de la ville. La ville bénéficie de l'aide de l'Etat mais à l'origine les sargasses viennent de la haute mer, zone de compétence de l'Etat. Par ailleurs, la ville doit avancer les frais pour l'acquisition des équipements et le recours aux prestataires pour l'enlèvement. Il espère que le GIP Sargasses sera rapidement mis en place pour qu'il assume les dépenses liées notamment à la mise en place de barrages en haute mer.

**5 - Réalisation de l'étude pré opérationnelle de renouvellement urbain du centre-bourg-Plan de financement.**

**M FARREAUX expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**6 - Organisation du marché de Noël-Plan de financement.**

**M. BABO expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Mme LEBRAVE demande si ce sont ces chiffres qui ont été présentés et préconise que le budget réalisé soit également présenté. M le PRESIDENT prend bonne note de la remarque.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**7 - Désenclavement de la Pointe du Vauclin-Plan de financement.**

**M. FARREAUX expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

M FARREAUX précise que la ville a souhaité intégrer cette voirie dans le patrimoine communal pour pouvoir procéder à sa réhabilitation. Il précise que c'est une voie menant à des



### **Mise au vote de la possibilité de filmer les Conseils Municipaux.**

Le Président propose à la validation des élus la possibilité de filmer les conseils municipaux.  
Mme LEBRAVE en demande la raison et si le conseil municipal du jour sera filmé.  
M. Le Maire répond que les enregistrements ne seront pas diffusés en direct, mais pourront être utilisés en cas de besoin.

### **VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent favorablement à l'unanimité des membres présents et représentés moins une abstention.

### **Lecture du courrier des élus de l'opposition.**

M. Le Maire donne lecture du courrier reçu le jour même dans lequel les élus de l'opposition informent, qu'ils ne siégeront pas au Conseil Municipal du 10 avril 2024 (Vote du Budget).  
Mme PIERRE-LOUIS demande à qui est adressé le courrier.  
M. Le Maire répond qu'il est adressé à « monsieur » et non à « M. Le Maire ».  
M. FARREAUX fait remarquer que la convocation au conseil municipal a été envoyée le 28 mars 2024 et non le 3 avril 2024 comme mentionné dans le courrier.  
M. Le Maire ajoute qu'il regrette le manque de responsabilité et d'ambition des élus de l'opposition pour les administrés qui leur ont fait confiance. Il expose les projets en cours de la ville qui démontrent l'inverse des propos de l'opposition. Il trouve paradoxal que l'opposition ne se présente pas afin de débattre et il ajoute qu'ils n'étaient pas non plus présents lors du Débat d'orientation Budgétaire du 7 mars 2024.  
Mme LEBRAVE dit avoir pris note du courrier et dit à M Le Maire qu'il faudra faire une réponse écrite aux élus de l'opposition.  
M. Le Maire remercie Mme LEBRAVE pour sa suggestion en répondant qu'il le fera et rendra la réponse publique.

## **II / ADMINISTRATION**

### **I - Examen et adoption du procès-verbal du conseil municipal du 11 décembre 2023.**

Mme LEBRAVE fait remarquer qu'il n'y a pas de numéro de page. Elle rajoute qu'en page 1, elle n'est pas intervenue sur le fait qu'il manque des élus mais sur le fait que M. AUGUSTE-CHARLERY dit qu'il avait un autre enregistrement que celui de la ville.  
En page 3, Mme LEBRAVE propose de mettre la phrase suivante : Mme LEBRAVE est absente au moment du vote.  
Concernant la question diverse relative à « Doucin Matinik », elle corrige ses propos. Elle a dit : « de mémoire lors des commissions à la CTM les dossiers qui sont fournis ont leur budget et si l'association Doucin Matinik a reçu une notification de subvention, c'est parce que leur budget figurait dans le dossier ».

### **VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés avec prise en compte des corrections.

Mme LEBRAVE demande que les corrections soient notées dans le prochain procès-verbal, car habituellement ce n'est pas le cas.



2 - Examen et adoption du Procès-verbal du Conseil Municipal du 04 mars 2024

VOTE

Les membres du Conseil Municipal adoptent à l'unanimité des membres présents et représentés avec prise en compte les modifications demandées.

3-Plan d'adressage : Dénomination des voies (Annexe I)

Mme LUTHBERT expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat :

Afin de ne pas avoir à prendre une nouvelle délibération pour ce point, M. FARREAU propose de choisir un nom de rue ce jour pour la voie dont la dénomination est un doublon.

Mme LUTHBERT précise que dans le document une anomalie a été notée sur le nom d'une rue, et qu'ils sont dans l'attente de la réponse du responsable des quartiers pour faire la modification.

M. FARREAU transmet les noms de la rue proposés qui sont les suivants « Faux Mimosa ou Fromager » en donnant la définition des deux espèces.

Mme LEBRAVE demande si les noms de rue choisis sont dus au fait qu'il y a beaucoup de ces espèces dans ce quartier.

M. FARREAU explique que lors des réunions de quartier, il y avait des thèmes et que pour ce quartier le thème est les essences locales.

Il est donc mis en place un vote à main levée :

Douze élus ont voté pour le nom FROMAGER,

Deux élus ont voté pour MIMOSA,

Deux élus se sont abstenus.

M. FARREAU a remercié les élus pour leur implication en précisant que le projet pour avancer et ainsi la ville pourra passer à la phase de réalisation.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

II-DIRECTION DU DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

4- Désignation des représentants de la collectivité à la Commission d'Elaboration du Schéma d'Aménagement Régional (CESAR)

M. JEAN-LAMBERT expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat :

M. BABO demande ce qu'est le schéma d'aménagement régional (CESAR) ?  
Mme BORNE explique que le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires est un document de planification qui, à l'échelle régionale, précise

la stratégie, les objectifs et les règles fixés par la région dans plusieurs domaines de l'aménagement du territoire.

Mme RESIDANT propose M. FARREAUX comme titulaire et Mme LUTHBERT comme suppléante.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**5- Projet de renouvellement de concession pour exploitation aquacole - Avis de la Ville**

**M. BABO expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat :**

Mme LEBRAVE encourage M. RACINE dans son activité, car l'aquaculture souffre. Selon elle, il est naturel de renouveler la concession de cet administré.

M. LE MAIRE confirme les propos de Mme LEBRAVE, en ajoutant que M. RACINE est l'un des derniers aquaculteurs en Martinique. Il permet de conserver le savoir-faire dans ce domaine. Il faut absolument aider ce professionnel.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**III) DIRECTION RESSOURCES ET MOYENS**

**6- Vote du compte de gestion de l'exercice 2023 (Annexe 2)**

**M. OCCOLIER expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat :**

Mme LEBRAVE s'interroge sur la présence d'un résultat de fonctionnement antérieur reporté égal à zéro.

Mme MAGDELONNETTE répond que la ville n'a pas reporté une partie du résultat de fonctionnement de l'exercice 2022 en recette de fonctionnement ; tout avait été affecté en recette d'investissement au 1068. C'est la raison pour laquelle le résultat de fonctionnement antérieur est égal à zéro.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**7 - Adoption du Compte Administratif-Exercice 2023 (Annexe 3)**

**M. OCCOLIER expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat :**

Mme LEBRAVE constate que le chapitre 12 qui correspond aux charges de personnel, fait apparaître une augmentation de 10% entre 2022 et 2023. Elle souhaiterait comprendre cette évolution.

M. FARREAUX confirme qu'il y a eu plusieurs augmentations du SMI, des augmentations du point d'indice, des revalorisations d'échelons de certaines catégories. Tout ceci découle de mesures gouvernementales.

**VOTE :**  
Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**Départ de Mme LUTHERBERT**

**8 - Affectation du résultat de l'exercice 2023**

**M. OCCOLIER expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

**VOTE :**  
Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**09- Vote des taux d'imposition-Année 2024**

**Mme PIERRE-LOUIS expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat :**

M. DAVIDAS salue la décision des élus de ne pas augmenter les impôts, malgré les difficultés de la ville.

Mme PIERRE-LOUIS confirme que c'est une bonne décision et que c'est favorable à la ville car cela n'a pas d'impact sur le budget des administrés.

Mme LEBRAVE dit que l'augmentation des impôts n'aurait pas été cohérente avec les excédents votés au point précédent.

M. FARREAUX dit que l'excédent est déjà affecté à des projets, et que le but est de ne pas augmenter les impôts car la population a déjà du mal à s'en sortir financièrement. La ville arrive tout de même, à faire face et à mettre en place des projets.

**VOTE :**  
Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**10- Vote du budget primitif-2024 (Annexe 4)**

**Mme MAGDELONETTE expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat :**



Mme LEBRAVE voudrait avoir une information sur le montant de la DGF 2024 précisé dans la loi de finances, à savoir 320 000 000€ à distribuer entre les communes de Martinique, et si la dotation allouée à la ville du Vauclin est bien de 1 966 256 €. Elle veut savoir si ce montant est déjà notifié ou pas. Elle dit aussi ne pas avoir vu beaucoup de variation par rapport au budget 2023 sauf pour le personnel. Elle dit avoir relevé des erreurs en page 38 sur le poste « Dépenses de fonctionnement ». Le montant de 2023 est de 12 403 255,79 € et non 11 334 118,80 comme indiqué sur le document, et quand elle cherche, ce montant est celui de 2022, donc la variation en pourcentage est à recalculer ; en page 41, il y a la même erreur sur les « dépenses d'investissements ». Elle veut aussi connaître l'épargne brute de gestion de la ville. En attendant la réponse de Mme MAGDELONNETTE, M FARREAUX fait une remarque concernant l'octroi de mer, à savoir ce qu'il représente pour le budget de la ville, en ajoutant que souvent il est dit qu'il est à l'origine du coût élevé de la vie et que c'est un problème pour le pouvoir d'achat des Martiniquais. Il souhaite montrer l'importance de l'octroi de mer car s'il n'existait pas, la ville aurait eu des difficultés à fonctionner ainsi que les autres villes et collectivités de l'île. Les ministres et les gouvernements successifs le remettent en cause sans proposer de solution pertinente pour maintenir les recettes pour les communes. M. FARREAUX poursuit en précisant que la chambre régionale des comptes dit souvent que les communes ont une masse salariale trop élevée par rapport à la moyenne nationale, mais l'Etat n'a imposé à aucune commune de l'hexagone 40% de vie chère. Il explique ne pas remettre en cause les 40%, mais signale le fait que l'Etat n'en tienne pas compte dans la dotation globale de fonctionnement des communes. Il fait ce petit rappel afin que tout un chacun ait le même niveau d'information.

Cette taxe permet de financer bon nombre de projets et l'Etat veut la supprimer.

Mme LEBRAVE dit que la population confond octroi de mer et TVA. Ce n'est pas l'octroi de mer qui fait que tout est cher, mais les différentes TVA qui sont élevées. Elle ajoute que l'Etat n'a pas imposé les 40% de vie chère mais que ce sont les différentes luttes syndicales qui font qu'aujourd'hui cette prime de vie chère existe.

M. FARREAUX dit que l'Etat donne une amende aux villes qui ne respectent pas la loi SRU et le niveau de 25% de logements sociaux. La ville du Vauclin voit une baisse du pourcentage de logements sociaux à cause de la hausse du nombre de constructions privées, mais des discussions sont en cours avec la société OZANAM propriétaire de plusieurs terrains sur le territoire de la ville pour relancer le logement social sur le territoire communal notamment avec des programmes pour l'accession à la propriété, ou des logements sociaux pour les seniors.

Mme RESIDENT dit qu'il faut penser à la mixité de ces logements afin de ne pas créer des ghettos. Elle demande également ce qui est fait de la taxe SRU collectée par l'Etat.

Mme LEBRAVE fait une remarque concernant l'accession à la propriété, en disant que les futurs acquéreurs sont réceptifs à cette démarche, mais qu'en discutant avec les bailleurs, il ressort qu'une fois propriétaires, il y a un problème d'entretien et de gestion par les syndicats. Les propriétaires ne veulent pas s'organiser pour l'entretien et, c'est pour cela que les bailleurs sociaux ne proposent pas souvent ce type de logement car ils rencontrent des difficultés à faire comprendre aux propriétaires qu'il faut s'organiser en syndic pour l'entretien.

M. JEAN-LAMBERT dit qu'il comprend, mais qu'il se demande si cette pénalité est la même que dans l'hexagone, car la Martinique n'a pas la même capacité foncière que l'hexagone d'une part et d'autre part, il y a des risques naturels à prendre en compte ; un autre problème est celui des entreprises du BTP qui ont de grandes difficultés à trouver des ouvriers.

Mme BORNE répond sur l'utilisation des fonds en précisant que l'Etat vient abonder le budget, notamment de l'EPFL. À ce titre, la ville, a pu bénéficier de réductions, elle a signé une convention de portage avec l'EPFL concernant la rue des trois chandelles (une opération de portage c'est une opération qui permet à l'EPFL de faire l'acquisition pour le compte d'une

**II-Attribution de subventions de fonctionnement aux établissements publics locaux (CCAS et CDE)**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**VOTE :**

collectivité de terrains dans le but de réaliser un projet). Au Vauclain, il y a déjà deux terrains qui ont déjà été acquis par l'EPFL, cela engendre des frais appelés frais de portage qui, de manière annuelle doivent être acquittés par la collectivité qui mène l'action. Grâce à ces fonds qui justement intègrent le budget, la ville a pu avoir des réductions notamment sur le cout du foncier, mais aussi sur le cout des prestations de portage. A ce jour la ville n'a pas été facturée. Puis concernant le fait que la ville paie la même chose que l'Hexagone, elle confirme qu'en Martinique on paye moins. En effet, il y a des indicateurs qui sont mis en place par l'Etat pour savoir si la ville réalise ou pas les objectifs qui sont poursuivis par la loi au regard des pourcentages, en fonction des collectivités. Normalement la ville devrait avoir une pénalité supplémentaire si elle ne réalise pas les objectifs, mais ces dernières années les Préfets qui se sont succédés n'ont pas souhaité que les communes aient une pénalité supplémentaire donc la ville a uniquement la pénalité de base.

Mme LEBRAVE répond à M. JEAN-LAMBERT concernant la pénalité en disant que l'Hexagone a reçu 14 millions d'Euros de recettes de pénalité de non construction de logement sociaux, et que cette taxe ne concerne pas uniquement les territoires et départements d'outre-mer. M. JEAN-LAMBERT dit vouloir savoir si la Martinique est sur la même base de pénalité que l'Hexagone, car il faut tenir compte des aléas du territoire.

En regardant sur Internet, Mme RESIDENT ajoute qu'il y a des cas d'exemption. Par exemple l'intercommunalité qui demande soit parce que la commune est mal desservie par les réseaux de transport en commun, ou si la demande est faible ou encore si plus de la moitié du territoire n'est pas constructible. Elle pense qu'il doit y avoir d'autres cas car toutes les collectivités sont soumises à cette pénalité qui varie entre 20 et 25%. Mme RESIDENT continue en précisant que c'est la loi égalité et citoyenneté qui préconise que les villes payent 20 % de pénalités SRU et une bonne partie de ces pénalités sont reversés aux organismes, notamment pour le financement des logements sociaux.

M. FARREAUX ajoute qu'il faut choisir comment développer sa ville et quand on accepte de monter à 25 % de logements sociaux, ça se prépare en accompagnement des familles, en prévoyant les équipements pour accueillir les enfants, en projets associatifs, en projets d'accompagnements et par le renforcement des services de sécurité et de police. Il faut avoir les moyens d'absorber 25 % de logements sociaux.

Mme MAGDELONNETTE répond aux différentes questions de Mme LEBRAVE : Elle confirme que le total des dépenses réelles de la section de fonctionnement en 2023 est de 12 403 255,79€ et celui des dépenses d'investissement est de 6 776 451,08 €. L'épargne brute pour l'exercice 2023 est de 425 478,11 €. La Dotation Globale de Fonctionnement de 1 966 256 €, le montant mentionné dans le quotidien local est bien le montant qui sera versée à la ville. Celui-ci se décompose en dotation forfaitaire pour un montant de 994 910 € et en dotation d'aménagement des communes d'outre-mer pour un montant de 971 346 €. Mme MAGDELONNETTE précise aux élus que le montant de la dotation globale de fonctionnement est mis en ligne tardivement. N'ayant pas le montant exact au moment de l'élaboration du budget, elle utilise le simulateur mis à disposition des adhérents sur le site de l'association des maires de France pour le calcul.

**Mme CANCORIET expose.**

Avant d'ouvrir le débat, M. Le Maire remercie les élus pour l'adoption du compte administratif de la ville.

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat :**

Mme LEBRAVE veut savoir d'où vient l'augmentation du budget de la CDE par rapport à 2023. M Le Maire répond en disant cette augmentation est causée par la mise en place de l'ALSH du mercredi, la poursuite de la gratuité des fournitures scolaires, et l'opération « petits déjeuners » qui s'est étendue à toutes les écoles de la ville.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

#### **12- Attribution de subvention de fonctionnement aux crèches**

**Mme CANCORIET expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

#### **13- Plan de financement : Renforcement des ouvrants du bâtiment de la mairie contre les vents cycloniques**

**M. FARREAUX expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

#### **14- Convention d'occupation temporaire de la Pointe Faula-Reggae on the Beach (Annexe 5)**

**Point retiré de l'ordre du jour pour cause d'annulation de la manifestation.**

#### **15- Adhésion à l'Association Nationale Des Elus du Sport (ANDES)**

**M. DAVIDAS expose.**



M. LE PRESIDENT ouvre le debat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le president met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

FIN DE SEANCE 20H31

Handwritten signatures and marks in black and blue ink, including names like "M. Le Président", "M. Le Secrétaire", and "M. Le Trésorier".